

URGENCE SOCIALE · ÉCOLOGIE POPULAIRE · INCLUSION  
SERVICES PUBLICS · DÉMOCRATIE · ANTIRACISME  
CULTURE POPULAIRE · SOLIDARITÉS

# CHANGER LA VIE DES HABITANT·ES

PROPOSITIONS POUR POITIERS  
ET GRAND-POITIERS

SEPTEMBRE 2026

MUNICIPALES **POITIERS**  
2026 **POPULAIRE**

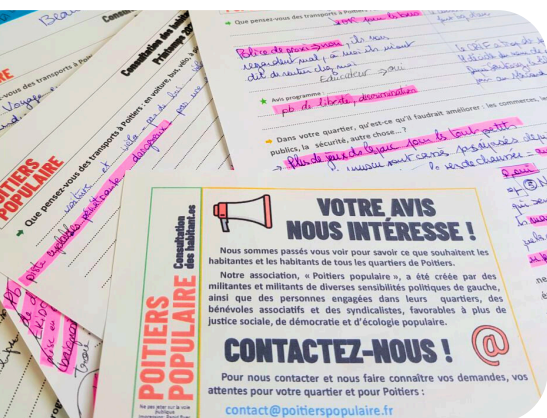
# LA VOLONTÉ DE RASSEMBLER

**Citoyennes et citoyens** de diverses sensibilités politiques, habitantes et habitants engagés dans leurs quartiers, **bénévoles associatifs** ou **syndicalistes**, nous nous sommes unis à l'automne 2024 pour agir ensemble à l'échelle locale. Toutes et tous, nous avons soutenu le **Nouveau Front Populaire**, pour imposer un changement de cap dans notre pays et contre la menace que représente l'extrême-droite.



Alors que la victoire nous était volée, nous avons décidé de préparer des propositions pour les élections municipales de 2026 et transformer concrètement la vie des habitantes, par exemple sur la rénovation des logements sociaux et la circulation des bus. L'objectif que nous nous sommes immédiatement fixé était de **rassembler les habitant.es** de tous les quartiers de Poitiers et contribuer à **fédérer la gauche et les écologistes**, à Poitiers et Grand Poitiers.

Le 7 février dernier, nous avons créé l'**association Poitiers Populaire**, pour aller à la rencontre des habitantes et des habitants. Nous sommes convaincus que pour gagner les élections municipales, la gauche doit répondre aux **besoins et aux demandes de la population**, en tirant les leçons des avancées et des limites de l'action conduite par la municipalité actuelle, et des impasses de la municipalité précédente. Immédiatement, nous nous sommes adressés à toutes les forces de gauche pour discuter d'un projet commun, en **rupture** avec les **politiques antisociales, antiécologiques** et **autoritaires** que l'on voit se développer en France et dans le monde.



## A l'écoute des habitant.es

En mars, nous avons commencé une grande **consultation des habitant.es** de tous les quartiers de Poitiers. Pour recueillir des **paroles authentiques**, nous leur avons posé des questions ouvertes, en les interrogeant sur leur vie quotidienne, leurs déplacements et ce qui était à leur avis le plus urgent et le plus indispensable **pour leur quartier et pour la ville**. Nous leur avons ensuite soumis quelques-unes des propositions auxquelles nous étions en train de réfléchir, sur **les transports, l'action sociale, l'écologie** ou **la démocratie locale**.

Nous avons également consulté des responsables **associatifs et syndicaux**, des **collectifs d'habitant.es** et des **professionnel.les** qui interviennent dans les différents secteurs de la vie locale, pour mieux comprendre les enjeux auxquels sont confrontés Poitiers et Grand-Poitiers.

Le 14 juin, nous avons présenté un **bilan de ces échanges** et une première version du programme que nous souhaitons défendre aux municipales de 2026, à travers 15 premières propositions. Nous avons ainsi voulu **porter ce débat à une échelle plus large**, en impliquant toutes celles et tous ceux qui souhaitent faire entendre leur voix, **loin des jeux politiques** en vase clos et alimenter la **réflexion de toutes les forces progressistes**, en vue d'aboutir à un projet commun.

# JUSTICE SOCIALE, ÉCOLOGIE ET DÉMOCRATIE

Dans tous nos porte-à-porte, le même constat revient. Les habitantes de Poitiers sont **attachés à leur ville et à leurs quartiers**. Loin des caricatures qui décrivent notre cité comme si elle était à feu et à sang, ils et elles apprécient les marchés, les lieux de mixité sociale, les espaces verts et la forte présence de la jeunesse. Mais le **déclin des commerces** de proximité, la montée des **incivilités** et la dégradation de certains **logements** posent problème.

La **végétalisation** des rues est appréciée et le développement des **pistes cyclables** est souvent jugé utile. Mais, dans les **quartiers populaires**, le **sentiment d'injustice** pointe. Le centre-ville s'embellit alors que la **propreté** des quartiers d'habitat collectif n'est pas assurée. Il est parfois difficile de se déplacer en **bus** dans certains secteurs et à certaines heures. Le bailleur social **Ekidom** ne répond pas correctement aux demandes des locataires.

Une partie des habitantes connaissent et apprécient les **dispositifs de concertation** comme les budgets participatifs et l'Assemblée Citoyenne et Populaire. D'autres évoquent au contraire les **décisions brutales** prises par le CCAS début 2023 et des réunions avec la mairie où ils ont eu du mal à faire entendre leur point de vue.

Rien ne serait pire que d'abandonner la perspective de **transformation écologique** de la ville et les **expérimentations démocratiques** mises en place par la majorité municipale, en rupture avec la fin de règne solitaire de l'ancien maire. Mais la bifurcation écologique doit prendre en compte les **intérêts du plus grand nombre**, en évitant aussi bien les écueils du clientélisme que ceux des décisions prises sans concertation suffisante. La défense d'une ligne politique claire et assumée n'est pas contradictoire avec le renforcement des **contre-pouvoirs** et la **consultation des habitantes** sur les grands débats qui animent la ville et la communauté urbaine. La démocratisation de la cité ne doit se heurter ni à la **toute-puissance des experts** ni à la crainte d'**affronter les conflits** ou les voix dissonantes.

Pour le prochain mandat, il nous semble indispensable que toute la gauche s'inscrive dans la perspective d'**une écologie résolument populaire**, où les choix de la collectivité seront soumis à la double exigence de la **justice sociale** et de l'**arbitrage démocratique**. Notre proposition de développer le **réseau de bus** et de le rendre gratuit, ou celle de la **tarification progressive de l'eau**, largement plébiscitées lors de notre consultation, sont précisément des mesures sociales qui répondent à l'urgence écologique.

Au-delà des questions écologiques, l'exigence de justice et de démocratie doit s'appliquer à toutes les actions conduites par la collectivité, de l'**urbanisme** aux **activités sportives**, des **questions éducatives ou culturelles** à la **lutte contre les discriminations**. Ce que nous proposons, c'est une perspective d'ensemble, qui offre la possibilité aux **contre-pouvoirs** de jouer pleinement leur rôle et à l'ensemble de la population d'**arbitrer**, si besoin par **référendum**, lorsque des choix paraissent difficiles. C'est la condition pour que la transformation écologique et sociale de notre ville repose sur une **solidarité forte** entre tous les habitants et les habitantes et pour qu'elle s'inscrive **dans la durée**.

# LES SERVICES PUBLICS, NOTRE BIEN COMMUN

Pour la **politique sociale** comme pour le développement d'une **alimentation** locale de qualité, pour la gestion des **déchets**, des transports ou des **espaces verts** : la gestion directe par la collectivité est un outil précieux. C'est non seulement le plus souvent la **solution la plus économique**, mais c'est la meilleure façon de **développer des compétences** utiles à l'action publique et de **contrôler démocratiquement** les travaux réalisés.

Mais pour que les services publics territoriaux fonctionnent au mieux, il faut réduire la **précarité des personnels**, assurer la formation ou les reconversions professionnelles des agents quand c'est nécessaire, et s'appuyer sur les **savoir-faire de métiers**. Non seulement la collectivité doit être un **employeur exemplaire**, mais l'engagement des personnels dans leurs tâches doit reposer sur le **sens du service rendu** et sur des fonctions attractives et des carrières évolutives. Il faut aussi, bien-sûr, mobiliser et prendre en compte les **avis des usagers** : bénéficiaires de l'action sociale, parents d'élèves, utilisateurs des transports, associations, collectifs d'habitantes, etc. Les services publics sont pleinement efficaces lorsqu'ils fonctionnent comme des outils collectifs de **gestion démocratique de ces biens communs** que sont l'eau, l'espace public, l'éducation de nos enfants ou l'aide aux plus démunis. Les politiques libérales, qui poussent sans cesse à précariser les services et à les **gérer comme des entreprises privées**, ne font que les affaiblir à petit feu, **avant souvent de les liquider**, purement et simplement.

**Nous proposons** de faire de la défense et du renforcement démocratique des services publics de la Ville et de Grand Poitiers un **enjeu central** du prochain mandat.

## RÉSISTER, ENSEMBLE

En France et partout dans le monde, l'heure est aux politiques **réactionnaires**, à la **haine de l'autre** et à une compétition accrue pour le **pillage des ressources naturelles**. Des résistances existent, mais qui ne sont pas encore parvenues à renverser la tendance. Une ville et une communauté urbaine ne peuvent pas tout. Et la **cure d'austérité** qu'est en train d'imposer le gouvernement réduit encore les marges de manœuvres des collectivités territoriales. Mais il est d'autant plus important de faire vivre à l'échelle locale une expérience qui permette de **lutter contre ces politiques** de destruction et d'**inventer** des manières de fonctionner basées sur d'autres formes de production, d'échange, de relations humaines.

Par exemple, nous proposons de développer une **régie agricole** pour fournir les cantines scolaires en aliments sains, de soutenir les **circuits courts**, les supermarchés coopératifs et les commerces de proximité, d'encourager les **actions culturelles** à l'initiative des habitantes des différents quartiers et de réserver des espaces pour le développement des **initiatives associatives et artistiques**.

Pour mettre en œuvre le programme ambitieux que nous proposons, nous réaliserons des économies en **diminuant l'appel à des prestataires privés** coûteux ; nous traquerons toutes les **dépenses inutiles** ou non obligatoires, par exemple en limitant le soutien aux écoles privées aux subventions obligatoires. Mais des arbitrages budgétaires seront indispensables et nous jouerons la carte de la transparence et de la mobilisation des habitant.es, en organisant un **débat public et participatif** pour l'adoption des budgets généraux de la commune et de la communauté.

À l'échelle de **Grand-Poitiers**, nous veillerons à travailler de façon harmonieuse avec les 39 autres communes, en prenant en compte la diversité des besoins de leurs habitant.es. Mais nous travaillerons là aussi à la **publicité des débats** et à la **clarté des choix politiques**, contre le sentiment d'impuissance et d'opacité que suscitent trop souvent les structures très complexes des communautés urbaines.

Au-delà de ces nécessaires arbitrages, nous défendrons un usage volontariste des moyens d'action à disposition de la collectivité. Ainsi nous utiliserons pleinement le **droit de préemption** de la mairie pour favoriser l'installation de **commerces indépendants**, pour développer le **logement social** ou pour municipaliser des lieux, mis ensuite à disposition d'**associations** ou de collectifs d'**artistes**. Chaque fois que c'est possible, nous utiliserons aussi les bâtiments communaux disponibles, pour favoriser l'émergence d'**initiatives proposées par les citoyen.nes**.

Ce volontarisme sera possible car nous agirons **en toute indépendance** et en toute transparence. Nous appliquerons scrupuleusement la charte de l'association nationale **Anticor** (association de lutte **contre la corruption et pour l'éthique en politique**) : non cumul et limitation des mandats, bonnes pratiques de gestion, transparence, reconnaissance de l'opposition, organisation de la participation citoyenne...

Ce que nous proposons pour Poitiers et Grand-Poitiers, c'est une collectivité **dynamique** et **solidaire, attractive** grâce au développement de l'économie locale, de l'Université et des services publics. Le projet que nous défendons, c'est celui d'une ville et une communauté urbaine **où il fait bon vivre**, parce qu'on y promeut une écologie qui répond aux besoins de tous les habitant.es, et parce qu'on y défend les droits économiques et sociaux, l'égalité entre toutes et tous, et les initiatives des citoyen.nes.



# 27 PROPOSITIONS POUR CHANGER LA VIE DES HABITANT·ES

## RÉPONDRE À L'URGENCE SOCIALE

### 1 Rénover les logements, maintenant !

Fuites, infiltrations, dégradations : trop de demandes des locataires d'Ekidom restent sans réponse. Cet organisme doit développer son service de relations avec les locataires et disposer d'un budget de réparations plus important, pour être plus réactif et entretenir les appartements et les bâtiments. Pour résoudre le problème des prestataires privés qui tardent à faire les travaux, nous proposons de développer sa régie de réparations, en particulier pour les urgences de plomberie et d'électricité.

Dans les logements privés, il faut intensifier la rénovation des passoires thermiques et des logements insalubres et lutter contre les « marchands de sommeil », qui profitent des jeunes et des ménages les plus en difficulté. Pour garantir un logement décent aux locataires des logements privés, nous mettrons en place un « permis de louer » afin de vérifier la qualité des logements mis en location.

### 2 Un logement pour toutes et tous

Les étudiantes, les personnes isolées et les familles ont encore du mal à trouver un logement. Nous investirons dans des programmes de construction de nouveaux logements sociaux pour répondre au besoin de se loger à Poitiers et dans les autres communes de Grand Poitiers.

Personne ne doit dormir dans la rue. Nous soutiendrons l'hébergement d'urgence et les actions d'accueil des exilé.es.

Les meublés touristiques (de type Airbnb) sont des opportunités pour les loueurs et les locataires, quand il s'agit d'usages occasionnels. Mais les promoteurs immobiliers prennent une place de plus en plus importante dans ce secteur, en utilisant des immeubles entiers, ce qui aggrave la crise du logement. En rendant les règles plus strictes pour ces locations, grâce à la loi anti-Airbnb de 2024 (déclarations obligatoires, plafond annuel de location et amendes en cas de non-respect des nouvelles règles) nous lutterons contre la crise du logement.

## 3 Lutter contre le chômage et la précarité

L'accès à l'emploi est un droit. Nous soutiendrons l'initiative « Territoire zéro chômeur de longue durée » et l'entreprise *Papirole*, qui accompagnent les plus précaires vers le retour à l'emploi.

Nous mettrons l'accent sur les actions en faveur des jeunes qui cherchent du travail, avec la Mission Locale d'Insertion, les maisons de quartier et les associations d'insertion et de lutte contre la précarité. Nous développerons les cours de français pour les exilé.es et les personnes qui éprouvent des difficultés à trouver un emploi à cause de leur faible maîtrise de la langue, en particulier les femmes.

## 4 Renforcer les crèches et tous les modes d'accueil

Pour que les parents de jeunes enfants puissent travailler, chercher un emploi ou disposer de temps libre, nous proposons de développer des accueils à temps partiels et en horaires atypiques, pour tous les publics, notamment pour les parents qui travaillent à temps partiel et les « parents solo », qui sont le plus souvent des femmes.

Nous apporterons un soutien renforcé aux crèches, pour améliorer les conditions d'accueil et rendre les métiers de la puériculture et de l'éducation des jeunes enfants plus attractifs.

## 5 Soutenir les projets éducatifs, en concertation avec tous les acteurs

L'éducation est une priorité. Il faut prévoir au plus vite la construction d'une nouvelle école et, d'ici là, en concertation avec les enseignantes et les parents, revoir la carte scolaire en recherchant la mixité sociale, programmer les extensions d'écoles ou les aménagements transitoires qui permettront de faire face à la croissance des effectifs.

Projets culturels, activités physiques, jardins pédagogiques, éducation aux médias et au numérique, classes transplantées : le rôle de la municipalité est d'abord de soutenir les projets. La place de l'humain doit être privilégiée et celle des écrans limitée, en particulier dans les petites classes. Nous souhaitons aussi promouvoir une éducation globale de l'enfant, mobilisant tous les acteurs de l'éducation, en particulier à l'occasion de rencontres les réunissant au moins une fois par an. Dans le même esprit, nous proposons de mettre en place des sessions de formation commune pour tous les personnels des écoles.

Pour garantir le bon fonctionnement des écoles et des équipes éducatives, le statut des personnels communaux (ATSEM, animateurs périscolaires, etc.) doit être amélioré, en facilitant les emplois à temps plein et l'accès au statut de fonctionnaire. Il doit y avoir une ATSEM dans chaque classe et des ATSEM chargées des remplacements.

## 6 L'université et les étudiant·es : un enjeu économique, social et culturel

L'Université de Poitiers est un atout fondamental pour le développement économique, culturel et citoyen de Grand Poitiers. Mieux que les écoles supérieures privées, elle garantit la qualité des formations, l'égalité d'accès pour tous les jeunes et une plus grande indépendance de la recherche. Aux côtés des recherches fondamentales, indispensables dans tous les domaines, celles qui portent sur les transformations écologiques, sociales, économiques et patrimoniales de notre territoire peuvent éclairer les décisions de la collectivité. Dans un souci d'efficacité et de bonne gestion de l'argent public, nous privilégierons les études conduites par des laboratoires universitaires plutôt que par des prestataires privés. Nous soutiendrons les initiatives d'ouverture des cours et la diffusion des savoirs universitaires.

Trop d'étudiantes vivent dans la précarité. Les mesures que nous proposons pour les emplois périscolaires, le logement et les transports visent en particulier à améliorer leurs conditions de vie. Mais le nombre important d'étudiantes à Poitiers est aussi un atout pour le développement économique et culturel de l'agglomération. Nous voulons qu'ils et elles soient considérées comme des citoyen·nes de plein droit dans notre cité, en étant associées aux décisions les concernant et en leur offrant l'opportunité de s'engager dans les lieux dédiés aux initiatives culturelles et à la défense des droits, avec leurs associations et syndicats.

## 7 Développer le soutien aux personnes âgées et aux aidants

Les besoins sont immenses. Il faut consolider le réseau des services publics de l'aide à domicile et des résidences intergénérationnelles, des résidences autonomie et des EHPAD et veiller à la qualité des services, en concertation avec les personnes accueillies, leurs familles et les personnels.

En lien avec le réseau associatif, nous proposons aussi de développer l'aide aux personnes isolées pour garantir leurs droits à la sécurité, à la mobilité, aux loisirs et à une ville adaptée (voitures et bus à la demande, bancs ombragés, aménagements des trottoirs, rambardes le long des cheminements piétons, ...).

Il faut également aider les aidant·es, en développant les formations et en les sensibilisant à leurs droits.

## 8 Agir pour l'installation des médecins et la santé publique

Trouver un médecin et accéder aux services de santé est de plus en plus difficile. En favorisant la création de nouveaux centres de santé, publics ou associatifs, la collectivité peut faciliter l'accès aux soins et contribuer au développement des politiques de prévention. Ce sera l'une de nos priorités.

Il faut également soutenir l'installation de médecins libéraux, les aider à mutualiser leurs tâches administratives et à répondre aux besoins des habitantes, notamment dans le cadre de Maisons de santé. La ville peut aussi contribuer à développer le système de garde, la nuit et les weekends, en développant la concertation entre les médecins.

Plus largement, nous souhaitons développer une véritable culture de la santé publique, en organisant une réflexion collective sur la prévention, avec les professionnels de santé, les associations et les habitantes.



## Des bus gratuits, plus fréquents et reliant tous les quartiers 9

Développer le service des bus est à la fois un enjeu écologique et un enjeu social. Les bus gratuits le samedi ont rencontré un large succès. Il faut maintenant passer à la vitesse supérieure en généralisant la gratuité tout en veillant à répondre aux besoins des usager.es: amélioration des itinéraires, passages réguliers toute la journée, toute la semaine et toute l'année, accessibilité et qualité du matériel et de l'information.

Doter Poitiers d'un service de bus de haut niveau et gratuit donnera de la vitalité et du dynamisme à notre ville, une autre façon d'envisager la vie et les déplacements.

## Piétons, vélos et trains : favoriser les mobilités douces 10

Pour faciliter les déplacements du quotidien, nous proposons aussi de développer des cheminements piétons et de créer des itinéraires pédestres pour connecter les quartiers entre eux, en diffusant aux habitant.es l'information sur ces aménagements. Il faut également faire en sorte que la circulation des vélos évite les rues piétonnes très fréquentées du centre-ville en proposant des itinéraires bis.

Nous proposons également de développer les pistes cyclables, dans une concertation étroite avec les riverains et avec les différentes catégories d'usagers de la route. Il est aussi indispensable de soutenir et de développer l'interconnectivité bus-vélo-TER, y compris pour les trains dont Poitiers n'est pas la ville de départ.

## Dynamiser l'économie locale 11

Nous aiderons à la réouverture de petits commerces dans tous les quartiers, en donnant la priorité aux commerçants indépendants plutôt qu'aux franchises. Nous soutiendrons également les coopératives ou les associations initiées par des habitant.es dans des activités comme l'alimentation en circuits courts, le recyclage ou la réparation, la livraison à domicile, et l'entretien du patrimoine et de l'environnement, notamment par la mise à disposition de locaux à faible coût et par une communication spécifique.

Pour permettre à de nouvelles activités de s'implanter et se développer, nous créerons une société publique de gestion de parc immobilier commercial (dite « foncière commerciale »), en mobilisant le droit de préemption et en procédant à des acquisitions directes de locaux vacants et vétustes. Par ailleurs, dans le plan local d'urbanisme, nous interdirons toute nouvelle implantation de grandes surfaces en dehors des secteurs dédiés, dont le périmètre sera gelé ou réduit.

Pour soutenir l'économie relocalisée, nous relancerons la monnaie locale complémentaire (le Pois) en lui donnant une légitimité institutionnelle. Cette monnaie doit prendre de l'ampleur dans les échanges marchands de produits et de services locaux : produits alimentaires, services à la personne, commerces de détail et restauration.

## Un urbanisme qui bénéficie aux habitant·es, pas aux promoteurs

12

Les projets d'urbanisme doivent être débattus en permanence avec les citoyen·nes, avant les décisions. Il faut limiter l'étalement urbain qui consomme nos terres agricoles et vide les centres-villes et centres-bourgs de Grand-Poitiers. Mais il faut aussi encadrer les projets de nouveaux bâtiments et empêcher ceux qui défigurent les quartiers ou font disparaître des espaces naturels partagés. Pour chaque aménagement nous porterons notre attention sur la bonne infiltration de l'eau dans les sols, en ralentissant l'eau abondante des orages avec des baissières.

Chaque quartier doit bénéficier d'un centre vivant, avec des commerces et des espaces culturels et associatifs. La construction de nouveaux logements sociaux doit être programmée dans les différents quartiers de Poitiers et dans les autres communes de Grand-Poitiers.

Dans les secteurs urbains où des espaces sont libres, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal doit définir précisément quelles constructions seront possibles, pour barrer la route aux projets purement spéculatifs.

## Un accès plus juste à une eau potable de qualité

13

L'accès à une eau potable de qualité pour tou·te·s est un enjeu des années à venir, aussi bien pour la quantité d'eau disponible (sécheresses et changements climatiques) que pour son coût (traitements de plus en plus lourds pour la rendre potable et l'épurer en sortie de ville). Nous proposons de changer la tarification de l'eau pour la rendre plus juste et anticiper la rareté de cette ressource vitale. Il s'agit à la fois de dissuader les usages excessifs, de favoriser les usages raisonnables et d'aider les plus précaires dans leur accès à l'eau potable. Nous proposons d'instaurer la gratuité pour les premiers mètres cubes nécessaires aux besoins élémentaires puis une tarification progressive pour en décourager les usages de luxe.

Nous proposons aussi de protéger cette ressource au niveau des zones de captages pour éviter de la polluer avec des pesticides et des engrais chimiques, en rachetant si nécessaire des terres agricoles.

L'eau potable doit aussi être accessible dans les espaces publics. Nous proposons de mieux indiquer les points d'eau et les sanitaires publics.

## Développer l'autonomie alimentaire de Poitiers et Grand-Poitiers

14

Quels que soient ses revenus, chaque habitant·e devrait pouvoir se nourrir sainement tout en préservant l'environnement. Notre objectif est de fournir en aliments locaux et bio les cantines scolaires, les crèches et les établissements publics pour personnes âgées.

Pour y parvenir, il faut soutenir l'activité de maraîcher·es indépendant·es, en accompagnant leur installation et en sécurisant leur modèle économique dans la durée. Mais cela ne sera pas suffisant. Nous proposons aussi de renforcer la régie agricole municipale, en y développant l'activité de production maraîchère, le travail de sensibilisation de la population et l'accompagnement des maraîchers indépendants.

À l'échelle de Grand Poitiers, un syndicat mixte pourrait être proposé aux communes qui souhaitent s'engager dans un projet du même type. Nous soutiendrons également les initiatives de type « Sécurité sociale de l'alimentation », qui permettent aux habitant·es d'accéder à une alimentation de qualité, quels que soient leurs revenus.

## Assurer le tri sélectif des déchets et la propreté des espaces publics

15

Les dépôts de détritus, de poubelles et d'encombrants sur la voie publique nuisent à la qualité de vie des habitantes de tous les quartiers.

La réduction des déchets et le développement du tri des déchets sont un objectif très important pour la protection de la planète.

Mais on n'y parviendra que si les habitantes y sont préparées et associées. Nous proposons de développer les postes de médiateurs et de travailler en concertation avec les propriétaires de logements, tout en développant la brigade d'enlèvement des déchets et en sanctionnant les décharges sauvages.

## Végétaliser pour embellir les quartiers et s'adapter aux canicules

16

Pour se préserver des canicules et embellir nos rues, du centre-ville aux quartiers d'habitat social, il faut poursuivre la végétalisation des espaces publics et développer les ombrages de rues, les jardins partagés et des espaces boisés accessibles à tous et toutes.

En concertation avec les habitants, nous délimiterons deux types d'espaces verts : des espaces verts dédiés au développement de la biodiversité en ville pour assurer la continuité de l'habitat pour la faune et la flore sauvage, et des espaces dédiés aux habitantes pour leurs déplacements et leurs loisirs, en prenant soin de l'entretien et de la beauté de ces lieux. Nous planterons dans tous les quartiers des végétaux comestibles et nous favoriserons les cueillettes.

## La sobriété énergétique

17

Diminuer la consommation énergétique de la ville et de ses habitants passe d'abord par la rénovation énergétique des bâtiments et des habitations.

Nous proposons également d'agir pour la diminution de la publicité, à commencer par la publicité lumineuse et la publicité non locale.

## Créer une École de la Transition et des Initiatives Citoyennes

18

Les bouleversements écologiques actuels nous conduisent à changer notre regard sur l'animal et sur notre environnement. Nous avons besoin d'espaces pour sensibiliser les nouvelles générations à la nécessaire bifurcation écologique et valoriser les initiatives citoyennes qui vont dans ce sens.

Nous proposons de créer une « École de la Transition et des Initiatives Citoyennes », qui serait un lieu d'éducation populaire centré sur la relation avec l'animal. Le centre équestre public de Poitiers serait le lieu idéal pour cette école, rayonnant sur l'ensemble des communes de Grand-Poitiers. Ses espaces et ses structures permettraient d'accueillir des activités autour du cheval non exclusivement centrées sur la compétition: découverte de l'animal, équitation-loisir ou promenades à pied, soins, activités thérapeutiques, éducation à la nature. Le centre équestre pourrait conserver son statut public et « l'École » serait un lieu où pourraient s'engager les nombreuses associations écologistes locales.

# MIEUX VIVRE ENSEMBLE

19

## Agir pour la sécurité du quotidien

La lutte contre les incivilités passe par le renforcement des actions de proximité de la police municipale, par la présence d'éducateurs de prévention, le soutien à l'insertion socioéconomique et les initiatives sociales et culturelles.

La qualité des relations entre habitantes passe aussi par la vitalité des quartiers, en veillant au maintien des commerces et en organisant des événements populaires. En revanche, la lutte contre la délinquance et le narcotrafic est de la responsabilité de l'État, qui ne doit pas s'en défaire sur les municipalités.

20

## Des centres socioculturels au cœur de la vie des quartiers

Les dix Maisons de quartier de Poitiers ont un rôle fondamental pour les actions en faveur de l'enfance et de la jeunesse, les actions sociales, les animations, les loisirs et les spectacles.

De plus en plus, des initiatives écologiques et solidaires y sont prises, comme les jardins partagés ou les ateliers de réparation coopératifs. Elles sont à encourager dans tous les quartiers.

Face à la crise de financement que rencontrent toutes nos maisons de quartier ces dernières années, le soutien de la collectivité doit rester total.

21

## Expérimenter des outilhèques dans les quartiers

Une outilhèque est un lieu où l'on peut venir emprunter des outils, bricoler sur place, obtenir des conseils, participer à un atelier collectif ou simplement rencontrer d'autres personnes.

Comme les médiathèques et les ludothèques, elle permet de mettre en commun et à disposition de toutes un espace et du matériel pour éviter des achats, gagner de la place dans les logements et se transmettre des savoir-faire.

# 22

## Une action culturelle par et pour les habitant·es

La culture joue un rôle particulier dans le développement des liens entre habitant·es. Nous renforcerons le soutien de Poitiers et de Grand-Poitiers aux initiatives culturelles proposées par les habitant·es, en concertation avec les Maisons de quartier. Il s'agit notamment de développer et de valoriser les moments de rencontre interculturelle, de fête et de convivialité proposés par les associations et les collectifs d'habitant·es des quartiers, mais aussi d'inclure plus fortement à la programmation culturelle les propositions des habitant·es. Nous veillerons à ce que les soutiens aux initiatives des habitant·es soient répartis de façon équitable entre les différents quartiers et les différents secteurs du centre-ville, tout en maintenant les grands événements fédérateurs, comme le festival Les Expressifs et le Carnaval.

Nous soutiendrons également le développement des résidences d'artistes et d'espaces de création culturelle, gérés par des collectifs d'artistes, pour qu'ils disposent des conditions matérielles nécessaires à la production et au rayonnement de leurs créations. Nous utiliserons si nécessaire le droit de préemption et la municipalisation de bâtiments.

Les bibliothèques et les ludothèques, le Musée Sainte-Croix, l'Espace Mendès-France ou le Confort Moderne constituent des atouts pour la ville, dont il faut veiller à assurer le développement. Le Théâtre Auditorium de Poitiers, scène nationale de Grand-Poitiers, est lui aussi un outil important pour la diffusion locale d'œuvres de qualité, reconnues à l'échelle nationale et internationale. Nous souhaitons qu'il intensifie ses actions de démocratisation en direction des établissements scolaires et des classes populaires.

Nous proposons aussi que le TAP, le Palais d'Aliénor et l'ancien théâtre soient des lieux de valorisation de la création locale.

# 23

## Des activités physiques et sportives pour toutes et tous

Chacune et chacun doit pouvoir garder la forme et s'épanouir dans des activités physiques et sportives. Nous développerons les équipements sportifs dans les espaces publics, en veillant à leur diversité et à leur caractère inclusif. Nous soutiendrons les initiatives développant la coopération et l'inclusion, comme les tournois inter-quartiers, mixtes et intersports. Nous renforcerons la formation de tous les intervenant·es, pour lutter contre les comportements dévalorisant pour les femmes, les personnes LGBTQIA+, les personnes en surpoids ou celles en situation de handicap.

Sans perdre de vue l'excellence sportive, notre action favorisera les pratiques amateurs de toutes les disciplines, en tenant compte notamment du nombre de licencié·es. Nous veillerons à un partage équitable des équipements, en privilégiant les espaces multifonctionnels utilisables par les scolaires, en concertation avec les associations, les clubs et les établissements scolaires.

## 24 Une ville inclusive et accessible

La haine de l'autre doit être combattue, sous toutes ses facettes. Nous développerons les actions de lutte contre toutes les formes de discrimination, en fonction de la culture, de la couleur de peau, de la religion, du genre ou de l'orientation sexuelle, en lien avec les associations antiracistes, féministes et de défense des droits des LGBTQIA+. Nous mettrons en place l'arrêt du bus à la demande le soir et des campagnes de lutte contre le harcèlement de rue et dans les transports en commun. Nous veillerons à rendre les services municipaux toujours plus exemplaires dans l'accueil des personnes discriminées. Nous soutiendrons les initiatives visant à promouvoir la rencontre interculturelle et l'inclusion.

La loi sur le handicap n'est pas respectée. Il y a des rues et des bâtiments accessibles mais qui ne sont pas toujours reliés entre eux. Nous engagerons une concertation avec les associations de défense des personnes en situation de handicap pour programmer l'accessibilité des bâtiments de la ville, des bus et de l'espace public.

## 25 Des espaces autonomes pour la défense des droits

Les associations sont particulièrement nombreuses à Poitiers, mais il leur manque des lieux pour faciliter leur rencontre avec les habitantes. Nous proposerons aux associations et aux syndicats de développer des lieux d'accueil, d'information et de formation aux droits, qu'ils pourraient gérer de façon autonome.

Un lieu d'accueil du type « Maison des femmes », serait proposé aux associations féministes, en concertation avec les structures déjà existantes, pour l'accueil, l'information, l'écoute, l'accompagnement et le conseil, notamment juridique. Des espaces y seraient disponibles pour l'organisation d'événements et de réunions (y compris en non-mixité). Certaines initiatives à destination d'un large public pourraient s'y développer, telles que des distributions gratuites de mooncup, de culottes menstruelles ou autre matériel de protection.

En concertation avec les syndicats et avec les associations d'aide aux exilé.es, un « Lieu d'accueil des travailleurs précaires » pourrait également être créé, pour leur offrir un espace d'accueil et d'information sur les droits sociaux, et faciliter leur organisation collective.

Plus largement, il est indispensable de proposer une « Maison des associations », en particulier pour les associations non professionnalisées qui n'ont pas trouvé leur place dans les maisons de quartier ou dans les rez-de-chaussée des logements sociaux. Là aussi, la concertation avec les associations intéressées par le projet porterait notamment sur l'ouverture de ce lieu au grand public.



# 26

## Un quartier culturel dédié aux femmes

Le rayonnement de Poitiers doit prendre appui sur son patrimoine historique et sur notre action pour l'égalité des droits au quotidien. Les personnages d'Aliénor et de Radegonde, ou l'histoire des Dames des Roches, devraient en particulier être valorisés. Les nouvelles collections du musée, qui valorisent les artistes femmes, sont une belle opportunité pour mettre en lumière la place des femmes dans l'histoire et les luttes féministes d'aujourd'hui.

Nous proposons de faire du secteur allant du musée Sainte-Croix à l'église Sainte-Radegonde, en passant par l'Espace Mendès-France, un quartier culturel dédié aux femmes, d'hier à aujourd'hui. Il s'agirait notamment d'aménager des cheminements piétons sur le thème des «femmes de caractère» et de valoriser les actions culturelles et scientifiques du Musée et de l'Espace Mendès-France.

# 27

## Faire vivre la démocratie locale

Les habitantes de tous les milieux sociaux et de tous les quartiers doivent pouvoir participer aux décisions.

Nous proposons de créer un « Parlement communal, intégralement tiré au sort et indépendant, chargé d'exercer un contrôle populaire, pour représenter les habitantes de toutes les catégories sociales, de tous les quartiers et de tous les âges, y compris les apprenties, lycéen.nes et étudiant.es (à partir de 16 ans), et qu'ils et elles aient ou non la nationalité française. Ces habitants seraient indemnisés et bénéficieraient d'une garde d'enfant si nécessaire. Leur mandat pourrait être de deux ans. Ils siègeraient dans les commissions municipales et les conseils d'administration des organismes paramunicipaux (par exemple le CCAS, Ekidom ou Vitalis).

Véritable contre-pouvoir, le « Parlement communal » pourrait relayer les demandes provenant des habitantes, par le biais notamment des associations, des syndicats ou des collectifs, et des conseils de quartiers ou conseils citoyens, qu'il faudrait partout revitaliser. Il pourrait soumettre des mesures au vote du conseil municipal et proposer des rectifications à des décisions que celui-ci a prises. En cas de désaccord persistant, un référendum serait organisé. Si les autres communes de Grand-Poitiers en sont d'accord, ce Parlement pourrait s'étendre à toute la communauté urbaine.

# POITIERS POPULAIRE



SUIVEZ NOS ACTUALITÉS ET  
NOS PRISES DE POSITIONS

<https://poitierspopulaire.fr>

ET SUIVEZ NOUS SUR LES RÉSEAUX:



VOTRE AVIS NOUS INTÉRESSE,  
CONTACTEZ-NOUS :

 [contact@poitierspopulaire.fr](mailto:contact@poitierspopulaire.fr)

Poitiers Populaire est soutenu par:

